COMMUNIQUÉ DE LA FMD

Le 6 septembre 2026 restera une date particulièrement sombre dans l'histoire allemande et même européenne. Pour la première fois en Allemagne depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, un parti national populiste, qui compte dans ses rangs de véritables néonazis, a remporté une nette victoire dans des élections locales. Dans le Land de Saxe-Anhalt, l'*Alternative für Deutschland* (AfD) a obtenu près de 44% des voix et près de la majorité absolue des sièges à l'assemblée régionale. Il lui suffirait de bénéficier du ralliement de quelques députés d'une autre formation pour être en mesure de désigner le ministre-président du Land et d'en prendre les commandes.

Cette perspective ne peut que susciter une vive angoisse chez toutes celles et tous ceux qui, en Allemagne et ailleurs, sont attachés à la perpétuation de la mémoire de la déportation. L'AfD, en effet, a clairement fait connaître son intention de remettre en cause la culture mémorielle, incarnée en Allemagne par de nombreux centres mis en place sur les sites des anciens camps de concentration, et évoqué la cessation du financement de ces derniers par l'argent public. On prête aussi au leader local de ce parti le projet de supprimer les visites d'écoliers et de lycéens dans les camps. L'AfD manifeste en outre la volonté de restaurer la fierté nationale des Allemands en modifiant les programmes scolaires afin de réduire considérablement la place accordée au régime nazi et de mettre davantage l'accent sur les succès de la Prusse au XIXe siècle (« Bismarck plutôt que Hitler »). L'AfD souhaiterait également que tous les combattants allemands des deux guerres soient honorés de la même manière dans les cérémonies commémoratives, et l'un de ses responsables n'a pas hésité à déclarer que tout officier SS ne devait pas être automatiquement considéré comme un criminel.

La Fondation pour la Mémoire de la Déportation ne peut rester silencieuse devant de telles menaces. Elle tient en premier lieu à exprimer son plein soutien aux mémoriaux créés en Allemagne sur les sites des anciens camps nazis, qui se consacrent activement à la préservation de la mémoire des victimes du national-socialisme sur tout le territoire national, s'efforcent d'approfondir par leurs recherches la connaissance du système concentrationnaire nazi et s'emploient par de multiples actions pédagogiques à lutter contre la résurgence des nationalismes.

Le 19 mars dernier, à La Haye, lors d'une rencontre des comités internationaux des associations de mémoire des camps nazis, a été adoptée une déclaration, également signée par la plupart des responsables des centres de mémoire des grands camps de concentration allemands, invitant les chefs de gouvernement compétents à proposer l'inscription de ces camps sur la liste du patrimoine mondial établie par UNESCO. Cette initiative visait précisément à protéger les sites des camps et les centres de mémoire contre le risque, engendré

par la montée de l'extrême droite, d'une remise en cause de la culture mémorielle en Allemagne. La FMD approuve et soutient résolument cet « Appel de La Haye ».

Mais l'Allemagne n'est pas le seul pays menacé par la progression des forces populistes d'extrême droite. Un peu partout, en Europe comme sur le continent américain, la démocratie et les droits de l'homme sont en recul ou en danger. La France n'échappe pas à ces périls. La FMD appelle tous les citoyens français à résister aux sirènes de la démagogie nationaliste et à faire preuve de la plus grande vigilance face aux menées de forces politiques qui nient la réalité historique où prônent l'oubli des horreurs du passé.

Face à ces menaces gravissimes, nous nous devons d'être les combattants pacifiques de la mémoire.